

~~COÛT DU TRAVAIL ?...~~ COÛT DU CAPITAL !

PLUS D'IMPÔTS pour les familles PLUS DE CADEAUX pour les actionnaires



ÇA SUFFIT !

Malgré leurs engagements de rétablir la justice fiscale tant malmenée par la droite durant dix ans, François Hollande et son gouvernement maintiennent et aggravent le cap de l'austérité pour les salariés et les familles. Selon eux, il faudrait baisser le remboursement de nos dépenses de santé, augmenter la durée de cotisations pour les retraites, baisser les pensions et minimas sociaux, accepter des salaires plus faibles, voter de nouvelles exonérations pour les entreprises, étrangler les services publics dont nous avons tant besoin au quotidien.... Les électeurs de gauche n'ont pas voté pour cela !

La politique fiscale du gouvernement est insupportable pour les familles

Cette logique, défendue par l'Union européenne et par le MEDEF qui ne jurent que par les marchés financiers, sans se soucier des êtres humains, a des conséquences dramatiques pour des millions de familles :

- ★ En 2 ans, les impôts ont augmenté pour tous les salariés et deux millions de contribuables nouveaux vont payer l'impôt sur le revenu
- ★ De ce fait, autant de familles perdent, maintenant, toute une série d'aides, liées à leur nouvelle imposition ;
- ★ A cela s'ajoute, la suppression d'une demi part fiscale pour deux millions de personnes seules ayant élevé un enfant, un nouveau rabotage du quotient

familial, l'augmentation des cotisations sociales et l'alourdissement du poids de la fiscalité locale.

Et, «cerise sur le gâteau», le 1er janvier, la TVA, impôt particulièrement injuste, passera de 19,6 à 20% et sur le taux intermédiaire de 7 à 10% !!

La droite et le FN n'ont pas de leçon à donner !

La droite - qui hurle au matraquage fiscal alors qu'elle a multiplié les cadeaux aux riches pendant une décennie - n'est pas en reste pour aggraver les injustices en la matière. Les Maires UDI de Seine-Saint-Denis, qui tentent de détourner l'attention à coups d'affiches pré-électorales, ont soutenu le matraquage fiscal de Sarkozy et ont eux-même été amenés à augmenter sensiblement les impôts dans leur ville.

Le Front National de son côté ne peut faire oublier son bilan désastreux pour les contribuables dans les communes qu'il gère ou a géré, comme Toulon ou Vitrolles !

Alors pourquoi cette saignée fiscale contre les familles et les salariés ?

La dette publique est un formidable prétexte pour faire accepter tous les reculs sociaux. Le gouvernement socialiste reprend à son compte cette arme mise en oeuvre par la droite pour affaiblir les services publics, seuls garants des droits collectifs. Mais cette dette ne



pose bizarrement aucun souci quand il faut satisfaire les exigences du MEDEF. Ainsi, avec le budget 2014, **les salariés et les familles vont devoir financer de nouveaux cadeaux accordés aux actionnaires !**

En 2013, les entreprises auront reçu 55 milliards d'aides publiques nouvelles :

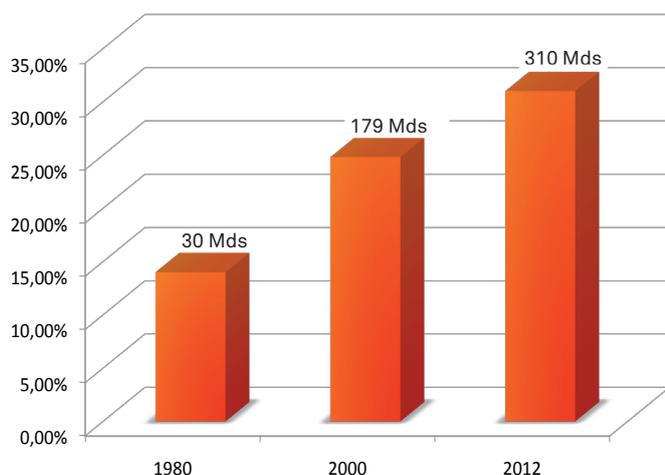
- ★ 20 milliards au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)
- ★ 5 milliards au titre du Crédit Impôt Recherche
- ★ 30 milliards au titre des exonérations de cotisations sociales.

Tous ces cadeaux sont reconduits en 2014, alors même qu'ils font la preuve de leur inefficacité et de leur nuisance pour notre peuple et pour notre économie.

Il faut s'attaquer avec courage à ce qui ronge vraiment notre pays : le coût du capital, le coût de ces prédateurs financiers qui ne produisent rien mais accaparent les richesses !

En 2012, ce sont 310 milliards d'euros qui sont prélevés sur les entreprises pour remplir les caisses des banques (intérêts du crédit) et les poches des actionnaires (dividendes). Pour une large part, c'est ce qu'on appelle le coût du capital.

Les charges financières (intérêts versés aux banques et dividendes aux actionnaires) ponctionnent toujours plus les richesses créées par le travail



Il faut y ajouter 50 milliards versés par l'État au titre du remboursement des intérêts de la dette, dont se gavent les marchés financiers.

En affrontant les dogmes de la droite et du MEDEF, une autre politique fiscale, juste et efficace, est possible

Impulser un nouveau mode de production et mieux distribuer les richesses, tel est le sens de la réforme fiscale que nous proposons. Elle serait le levier d'une relance ayant en son cœur la refonte du système bancaire et de la politique du crédit. Elle s'appuierait sur les mesures suivantes :

- ★ un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevé ;
- ★ un impôt sur les sociétés progressif et modulé selon l'affectation des bénéfices (pénalisant les versements de dividendes et favorisant les investissements productifs, la recherche, les créations d'emplois, la formation des salariés, les salaires de bon niveau) ;
- ★ un nouvel impôt territorial (à l'image de la Taxe professionnelle) assis sur le capital des entreprises, taxant leurs placements financiers
- ★ un Impôt sur la Fortune (I.S.F.) au barème progressif rehaussé, intégrant les biens professionnels modulés en fonction des efforts consentis en matière d'emplois et de formation.
- ★ Une baisse des impôts sur la consommation (TVA, TICPE actuellement 60% des recettes fiscales), qui frappent durement les ménages
- ★ Une réforme de la fiscalité directe locale, passant notamment par une véritable révision des bases d'imposition et le plafonnement de la taxe d'habitation, limitée à 2 % du revenu des foyers.



WWW.93.PCF.FR / f : pcf.seinesaintdenis

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

PCF 93- 14 rue Victor Hugo – 93 500 Pantin - Tél : 01 48 39 93 93 - fede@93.pcf.fr